

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 229 – VENDREDI 26 SEPTEMBRE 2014

PÂQUERETTE PARANO



C'est quoi une farce rouge ?

Une réponse à une blague anti-communiste ?

AGENDA MILITANT

→ 26 sept - 4 octobre

Rennes [Tout Rennes cultive la paix](#)

→ 2 octobre

Paris [Appropriation sociale, projet 2014-2015](#)

→ 10 octobre

Aubagne [Du 15M à Podemos](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Monde**

[Maires pour la paix](#), Michel Cibot

→ **Écologie**

[Les ravages de la monoculture](#),

Paule Lanta Menahem

→ **Nouvelle force politique**

[Mvt pour la VI^e République - Signer ou pas, est-ce la question ?](#), Lydia Martins Viana

On prend les mêmes et on recommence ?

Sarkozy le retour ; Hollande ne changera pas ; Le Pen attend son heure. La vie politique officielle nous offre une loterie où à tous coups on perd : se contenter d'aller d'élection en élection. Les forces de progrès ne sont peut-être pas non plus tout à fait étrangères à cette situation : continuer à aller de protestations en pétitions ou invoquer le retour à une union de la gauche qui ne fait plus illusion est tout aussi usé. Dire non à l'austérité ne dit pas comment la société devrait fonctionner ; pourtant c'est de cela que dépend la puissance des luttes et le rapport de forces. Tout ce qui reproduit ce que nous avons l'habitude de faire nous fait tourner en rond. Les paysans bretons ne font qu'exprimer une exaspération plus générale.

Si le plus visible à cette rentrée nous éloigne de l'effort à faire, reste ce qui n'est pas visible. On ne peut pas reprocher aux médias leur désinformation et ne pas chercher dans ce qui n'est pas médiatisé. Des dizaines de milliers de personnes sont déjà en quête de hors capitalisme : luttes à la recherche de solutions durables, entreprises en coopératives ou autogérées, logements alternatifs, écrits qui visent un au-delà du capitalisme... Pour l'instant rien de cela n'anime la vie politique. Parce que le rêve est hors de portée ? Ou parce que les forces alternatives se tiennent en dehors de ce qu'elles n'impulsent pas et que les acteurs de ces initiatives ont une telle expérience des organisations, qu'ils suspectent tout appel à se fédérer de récupération ? Mais pourquoi la politique ne reposerait-elle que sur des organisations qui dépossèdent les intéressés de leurs pouvoirs ?

De moins en moins nombreux sont celles et ceux qui se laissent attirer par le tapage médiatique. D'où une disponibilité nouvelle à l'égard de ce qui n'a encore jamais été tenté. Encore faut-il leur proposer de travailler sur un pied d'égalité à une nouvelle culture et une nouvelle action politiques. Enfin, n'est-il pas enfin l'heure de proposer à toutes ces tentatives de chercher à produire du commun. Du commun parce qu'elles se heurtent au même capitalisme, que la réponse doit être cohérente et que de la cohérence découle les possibilités de convergences qui feraient du peuple une vraie puissance. Pour des militants, être en marge de la normalité politique est un avantage.

● Pierre Zarka



La "révolution citoyenne" ne peut commencer qu' "en bas"... Tout en bas.

La démocratie, un vain mot au point d'en changer comme certains le proposent¹ ? Frédéric Bouviolle, pour sa part, ne rejette pas le concept et part d'expériences concrètes, non de solutions techniques, pour affirmer que la commune peut en être le ferment.

"Élection" versus "tirage au sort" ?

Quand j'ai fait mon service militaire – « *Aviateur Bouviolle, contingent 91-10, 2^e Compagnie, 3^e Section ... À vos ordres, Chef !* » -, dans chaque base il y avait un "comité paritaire" sensé traiter de toutes les questions touchant à la vie quotidienne sur la base, où l'on trouvait, outre le commandant de la base, un "représentant" des officiers, un des sous-officiers et un des appelés.

Ces représentants étaient tirés au sort sur une liste de "volontaires", dans l'indifférence générale... Jusqu'à ce que Chirac décide de ramener la durée du service à 10 mois.

Il faut aussi dire que j'étais à Berlin-Ouest - même s'il n'y avait plus de mur -, que la réduction du nombre de jours de

perm' n'était pas du tout proportionnelle à celle du temps de service, que le voyage pour rentrer en train prenait une journée aller et une journée retour

En matière de représentation, il n'y a pas de solution "technique". Ce qui est déterminant, c'est le rapport "vivant" entre le mouvement populaire et les "représentant-e-s du peuple", quel que soit par ailleurs leur mode de désignation.

et qu'en conséquence, là où avant nous pouvions prendre trois perm' sur douze mois, il n'était plus question de rentrer au pays qu'une seule fois...

Après quelques assemblées générales au foyer - des dimanches soirs quand nous étions seuls sur la base -, nous avons mis au point un dispositif permettant de faire entendre nos doléances sans que quiconque puisse être identifié comme "meneur" - en la circonstance, le consensus et la solidarité entre tous étaient des conditions absolues : nous n'avons jamais voté. Le même jour à la même heure, tous les appelés ont débrayé et nous sommes tous allés porter le même texte à nos chefs de service respectifs pendant qu'une délégation composée d'un appelé de chaque service allait le porter au colonel (quand par la suite il demanda à s'entretenir à nouveau avec nos porte-paroles, nous avons envoyé des personnes différentes).

C'est dans ce contexte qu'est intervenu le tirage au sort des représentants au comité paritaire : les voies du hasard étant impénétrables, c'est le nom du "secrétaire du colonel commandant la base" qui sortit du chapeau comme "représentant des ●●●

¹. Voir "Maux de la démocratie, démocratie prise au mot", [Cerises n°200](#), 10/1/2014 et "Jusqu'ou critiquer la démocratie ?", [Cerises n°204](#), 7/2/2014.

●●● appelés". Après que nous ayons été quelques-uns à lui expliquer qu'en tout état de cause, tout ce qu'il pourrait être effectivement, c'était le représentant du colon - mais que le soir il rentrerait dormir avec nous au dortoir des appelés -, il finit par se rendre à l'opinion commune selon laquelle ce qu'il avait de mieux à faire, c'était de démissionner. Dans le même temps, chacun s'employa à populariser l'idée - y compris auprès des sous-officiers engagés - qu'un représentant digne de ce nom ne pouvait qu'être élu. Et l'idée devint rapidement populaire, y compris chez les sous-officiers engagés.

Si bien qu'avec la complicité de l'adjudant-chef du service du personnel, nous avons récupéré la liste de tous les appelés de la base, que nous l'avons rebaptisée "liste électorale" et que nous avons organisé au foyer - un dimanche comme il se doit - l'élection de "notre" représentant au comité paritaire qui, devenu le seul "volontaire", fut tout à fait régulièrement "tiré au sort".

Certes, nous n'avons pas obtenu la restitution de nos jours de perm' - il eût fallu pour cela que le mouvement s'étende à l'ensemble des autres bases -, mais nombre d'autres revendications - qui jusque-là n'avaient pas même été formulées comme telles - obtinrent satisfaction : rénovation des sanitaires avec cabines de douches individuelles, aména-

gement d'une buanderie avec lave-linges et sèche-linges, mise à disposition d'une salle de travail pour ceux qui avaient interrompu leurs études, pour autant qu'il m'en souvienn...

Tout cela pour dire qu'à mon avis, en matière de représentation, il n'y a pas de solution "technique" et qu'en dernier ressort, ce qui est déterminant, c'est le rapport "vivant" qui existe, ou pas, entre le mouvement populaire et les "représentant-e-s du peuple", quel que soit par ailleurs leur mode de désignation.

**Plus les élu-e-s
sont vécus comme
des "élus partenaires",
plus l'implication
citoyenne - invisible
pour les statistiques
quand elle est
"informelle" -
s'en trouve dynamisée.**

De l' "exceptionnalité communale"

Il est évident qu'au-delà d'un certain seuil démographique, ce rapport vivant ne peut plus exister. Un indice en est fourni par le taux de participation différentiel aux élections municipales selon la taille des communes : plus les communes sont peuplées, plus le taux de participation est faible.

À noter que cette règle ne vaut que pour l'élection municipale et ne concerne pas les autres élections pour lesquelles la taille de la commune n'a pas d'influence significative sur le taux de participation ; il y a donc ce qu'on pourrait appeler une "exceptionnalité communale" en matière d'implication citoyenne : comment interpréter cette réalité ?

Dans les petites communes, on croise des élu-e-s *quasi* quotidiennement à l'occasion de nos diverses activités et il est donc possible de les entretenir de toutes les questions relevant de leurs compétences sans aucune médiation administrativo-institutionnelle. Pour reprendre une formule de Pierre Zarka, plus les élu-e-s sont vécus comme des "élus partenaires", plus l'implication citoyenne - invisible pour les statistiques quand elle est "informelle" - s'en trouve dynamisée.

Le fait que les "représentant-e-s du peuple" n'y soient pas des "professionnel-le-s" doit également être sérieusement pris en considération. Car cette notion d' "élu-e-s partenaires" implique un rapport d'égalité entre les partenaires du point de vue de la légitimité de la parole des un-e-s et des autres ; or, la "profession" - avec son entre-soi, ses savoirs spécialisés, ses procédures, protocoles et langages formatés - a précisément pour principe la constitution d'un rapport asymétrique entre les parties en ●●●

●●● présence, les "non-professionnel-le-s" étant, par définition, dépourvu-e-s des compétences nécessaires à la résolution du problème considéré, voire même à sa formulation : la "disqualification" de la parole citoyenne serait ainsi consubstantielle à la professionnalisation du personnel politique – on pourrait même aller jusqu'à penser que la professionnalisation, comme modalité de la division du travail, tende intrinsèquement à la dissolution de toute communauté politique ... Peut-on en tirer quelque chose en termes de "projet" ?

Mutualiser les expériences pour nourrir la perspective

Héritiers d'une tradition où la conquête du pouvoir d'État était le préalable à toute transformation sociale, il est possible que nous sous-estimions le potentiel des communes comme lieu de production citoyenne d'alternatives concrètes au "tout-marchand".

Une expérience comme celle de Marinaleda en Andalousie², qui dure depuis maintenant trente ans, donne une idée de l'étendue de ce qui est pourtant imaginable. À une toute autre échelle, je connais aussi une commune de 400 habitant-e-s dans l'Allier où chacun-e donne

le surplus de sa production potagère à la restauration scolaire afin d'en réduire le coût pour les familles. Et les exemples ne manquent pas de communes qui, pour satisfaire tel ou tel besoin exprimé par les habitant-e-s, bricolent, aux marges des procédures normales (généralement par défaut de moyens financiers), des dispositifs reposant principalement sur l'implication citoyenne.

La mutualisation des expériences concrètes, diverses, pourrait probablement donner à voir des cohérences qui fassent sens pour la société toute entière.

Chacun-e en connaît certainement, mais nous n'en discutons pour ainsi dire jamais - même quand Tarnac fait la Une de l'actualité -, alors que la mutualisation de cette diversité d'expériences pourrait probablement donner à voir des cohérences qui fassent sens pour la société toute entière.

Est-il excessif de penser que le communisme municipal, peut-être davantage que le modèle soviétique, a ainsi nourri

la perspective durant plusieurs décennies ? ... Jusqu'à sa reconversion dans l'aménagement de zones commerciales de périphéries (le premier hypermarché Carrefour a ouvert en 1973, à Saran, commune PCF du Nord de l'agglomération d'Orléans) : attirer les capitalistes pour redistribuer "la manne de la taxe professionnelle" sous forme de services à la population ou impliquer les habitant-e-s dans la production des réponses concrètes aux besoins qu'elles et ils expriment, sans passer par l'entremise des capitalistes, n'est évidemment pas porteur de la même perspective.

Le rendez-vous manqué de mars dernier

De ce point de vue stratégique, on ne peut que déplorer que le Front de gauche soit totalement passé à côté de l'échéance des dernières municipales : le *sens politique* qui a été donné nationalement à l'échéance, par celles et ceux qui parlaient au nom du Front de Gauche, d'en faire un "vote sanction" contre la dérive libérale du gouvernement, a totalement stérilisé, en l'évacuant purement et simplement du paysage politico-médiatique, ce potentiel d'expérimentation d'alternatives concrètes, en prise avec la réalité particulière de chaque territoire, et les aspirations et disponibilités de celles et ceux qui y vivent.

²<http://www.youtube.com/watch?v=UkLbnLpHI-8>

●●● L'organisation nationale s'affirmait ainsi dans une fonction effective diamétralement opposée au mot d'ordre proclamé "Prenez le pouvoir !": au lieu de se mettre au service du mouvement populaire pour fédérer les alternatives locales, les nourrir et les dynamiser les unes des autres, on l'a instrumentalisé pour délivrer un message national prédéfini par le sommet. La responsabilité de Mélenchon, s'employant sans relâche à faire des Européennes « *la mère de toutes les élections* » (il vient de reconnaître que c'était une erreur dans son discours à la fête de l'Huma³), n'est pas mince dans cet état de fait.

Il n'y avait pourtant pas besoin d'être un grand intellectuel pour faire la balance entre les deux à l'aune du mot d'ordre "Prenez le pouvoir !" ... Où était-il le plus réaliste de prendre le pouvoir pour les 4 millions de citoyen-ne-s qui s'étaient mobilisé-e-s à la présidentielle ? Sur l'un des 5 sièges de député-e-s européenne-ne-s Front de gauche (Y en eût-il même eu 10 ...) ou parmi les centaines de milliers de ceux que comptent les conseils municipaux

des 36000 communes du pays ? Poser la question, c'est y répondre.

Il ne s'agit pas d'exonérer le PCF de sa tendance persistante à envisager les élections d'abord du point de vue de

**Attirer les capitalistes
pour redistribuer
"la manne de la taxe
professionnelle"
sous forme de services
à la population
ou impliquer
les habitant-e-s
dans la production
des réponses concrètes
aux besoins
qu'elles et ils expriment
n'est évidemment pas
porteur de la même
perspective**

ses intérêts d'appareil – même s'il n'est pas question de sous-estimer l'enjeu que constitue l'existence d'une organisation pérenne - plutôt que de celui de la mise en mouvement des citoyen-ne-s (l'exemple de Bobigny, où c'est la

droite qui a fait campagne avec succès sur le thème de la dépossession et de la réappropriation en est pour le moins symptomatique). Les alliances à géométrie variables qui en ont découlé ayant effectivement brouillé la "ligne nationale" du vote sanction, sans pour autant l'enrichir du moindre contenu de construction citoyenne d'alternatives au tout-marchand.

Chacun dans son registre, PCF et PG, ont ainsi fait la démonstration que la finalité du Front de Gauche n'était pas de permettre aux citoyen-ne-s de reprendre du pouvoir sur leur vie là où c'était possible tout de suite, dans les communes, mais de les transformer (les citoyen-ne-s) en "masse de manœuvre" au service d'objectifs à la formulation desquels elles et ils n'avaient pas accès... Alors que c'est précisément cela qui nourrit le rejet du politique et l'abstention populaire.

Le message calamiteux qui a alors été envoyé constitue, pour moi, le moment où le Front de gauche a commencé à décevoir les espoirs qu'il avait nourris. Il ne s'agit pas de tout niveler ni de minorer les expériences prometteuses qui ont pu être initiées (peut-être serait-il d'ailleurs utile d'y revenir...), mais elles n'ont jamais atteint la "masse critique" permettant la perception d'une alternative cohérente.

3. http://www.dailymotion.com/video/x25yguu_dis-cours-de-jean-luc-melenchon-a-la-fete-de-l-humaine_news

Remettre en question les anciens modèles

Il y a en outre une question de cohérence programmatique : enrayer le réchauffement climatique en assumant la transition énergétique indispensable, relocaliser les activités, promouvoir une agriculture paysanne respectueuse des écosystèmes, etc., sont autant d'objectifs qu'on ne pourra commencer à concrétiser sans s'appuyer sur les communes qui, rappelons-le, détiennent la maîtrise du foncier (ce dont les ancien-ne-s salarié-e-s de Pilpa, devenus coopérateur-ice-s à La Fabrique du Sud⁴, à Carcassonne, ont tout lieu de se réjouir, puisque cela leur a permis d'obtenir de la municipalité qu'elle préempte les terrains sur lesquels leur activité est installée pour les leur concéder).

Et particulièrement les communes rurales, les petites et moyennes villes de périphérie, où l'espace est bien loin d'être saturé, où habitent 60 % de la population française, et que le dernier livre de Christophe Guilluy, *La France périphérique*, judicieusement sous-titré *Comment on a sacrifié les classes populaires*, met sous le projecteur : « laissée pour compte, volontiers mépri-

sée, cette France-là est désormais associée à la précarité sociale et au vote *Front national*. » Sorti le 17 septembre dernier, il pose une question que nous

**Enrayer
le réchauffement
climatique en assumant
la transition énergétique
indispensable,
relocaliser les activités,
promouvoir
une agriculture
paysanne respectueuse
des écosystèmes... sont
autant d'objectifs
qu'on ne pourra
commencer à
concrétiser
sans s'appuyer
sur les communes.**

pourrions faire nôtre : « *Comment cette France populaire peut-elle changer la donne, et regagner la place qui est la sienne, la première ?* »

Faut-il continuer d'accompagner

l'entreprise d'expropriation, engagée depuis deux siècles par l'industrialisation capitaliste de la production, qui polarise les territoires : ruine et vide les campagnes pour entasser les travailleur-euse-s prolétarisé-e-s dans des centres urbains de plus en plus denses et invivables ... ou travailler résolument à inverser le mouvement ?

Là où je vis, je vois des maisons de pierre et mortier de chaux, dont les performances thermiques et environnementales ne seront jamais égalées par aucun béton, tomber en ruine tous les jours, mais on annonce de nouveaux cadeaux pour les promoteurs immobiliers et les grands groupes du bâtiment, pour qu'ils construisent en ville du "neuf" en béton, parce que c'est "bon pour la croissance". Comment favoriser le développement d'une agriculture paysanne tournée vers la satisfaction des besoins locaux, en "oubliant" que cela exige qu'un nombre non-négligeable d'actuels "citadin-e-s" se fassent "paysan-ne-s" ?

De qui attend-on les initiatives nécessaires pour affronter ces enjeux ? De l'État central, à la "soviétique" ? De la "main invisible du marché" ?

La commune, parce que c'est le seul niveau où peut exister ce rapport ●●●

4. <http://www.autogestion.asso.fr/?p=4290>

●●● vivant entre le peuple et ses représentant-e-s, devra occuper une place prépondérante dans ce processus de réappropriation du politique par les citoyen-ne-s que l'on nomme "révolution citoyenne" ; et, précisément pour cette raison, c'est probablement aussi le niveau le plus pertinent pour travailler au "dépassement" des rapports capitalistes de production, pour une production tournée vers la valeur d'usage, c'est-à-dire la "satisfaction des besoins" tels qu'ils s'expriment, sans passer par la "case-marchandise". Les communes n'offrent-elles pas d'emblée, à l'épanouissement de l' "autogestion", un cadre bien plus favorable que ces structures hiérarchiques s'il en est, où chacun-e est cloisonné-e dans sa micro-tâche, que sont les entreprises capitalistes ?

Il faut se poser les questions jusqu'au bout : rompre avec le "tout-marchand" n'implique-t-il pas d'interroger un certain mode historique de développement des biens communs et services publics, financé par l'impôt et, de ce fait, conditionné par l'extension préalable des échanges marchands – c'est-à-dire la "marchandisation du monde", que la vulgate capitaliste nomme "croissance" ?

Est-il absolument inimaginable de fonder leur développement *et leur gratuité* sur

une "contribution" des habitant-e-s qui ne soit pas en *monnaie*, mais en *travail*, au sein de coopératives communales de production évoluant en fonction des besoins prioritaires qui auront été identifiés collectivement ? N'y aurait-il pas là

La commune, parce que c'est le seul niveau où peut exister ce rapport vivant entre le peuple et ses représentant-e-s, devra occuper une place prépondérante dans ce processus de réappropriation du politique par les citoyen-ne-s que l'on nomme "révolution citoyenne".

des perspectives mobilisatrices pour les "surnuméraires" du "marché du travail", dont le nombre ne peut qu'aller grandissant ? Cela ne contribuerait-il pas, en

outre, à redonner à la "citoyenneté" son contenu de participation active à la vie de la cité, et à chacun-e la dignité qui va avec ? Alors qu'il est de plus en plus manifeste que le capital est tout bonnement incapable de satisfaire à ces exigences minimales de la vie en société.

La commune étant par ailleurs une forme que l'on retrouve chez toutes les civilisations sédentaires - un "universel anthropologique" ? -, penser la VI^e République comme une "fédération de communes" ouvrirait peut-être aussi des perspectives à une évolution qualitative des rapports entre les peuples, pour fonder la « *mondialité du partage* » (Martelli⁵) sur la satisfaction des besoins humains tels que les expriment les personnes réelles, et non tels que les formatent les "études de marché", les "campagnes marketing" ou les statistiques des services de l'État.



● Frédéric Bouviolle

5. Voir [Cerises n°218](#), 16/5/2014

Le 22 septembre, aujourd'hui je m'en fous !

*Un 22 septembre au Diable vous partîtes /
Et depuis chaque année à la date susdite /
Je mouillais mon mouchoir en souvenir
de vous / Or nous y revoilà et je reste
de pierre / Plus une seule larme à me
mettre aux paupières / Le 22 septembre,
aujourd'hui, je m'en fous !*
Georges Brassens

Le 22 septembre 1977 prenaient fin les discussions entre le Parti communiste et le Parti socialiste pour "l'actualisation du Programme Commun", et avec elles l'union de la gauche. Ce n'est pas ici le lieu de revenir sur les tenants et aboutissants de cette rupture, mais il est temps que le PCF sèche ses larmes.

Lorsque l'on écoute, par exemple, le discours de Pierre Laurent à La Rochelle, on est saisi par l'espèce de nostalgie qui s'en dégage. Conscient que l'inflexion droite du gouvernement appuyé par le Parti socialiste rend impossible la perspective d'une nouvelle "union de la gauche", il semble le regretter, comme si les regrets d'un passé définitivement clos pouvaient être les éléments d'une stratégie nouvelle. Et sans doute au cœur de ce regret, se trouve l'incapacité dans laquelle le PCF a été, depuis tout ce temps, à élaborer une stratégie nouvelle. Car depuis, la direction de ce parti navigue à vue. Si cela est sans doute mieux que naviguer à l'aveugle, cela ne fait pas une politique. Surtout quand le regard dans le rétroviseur est celui que l'on porte avec le plus d'insistance.

Un dirigeant du Parti communiste répondait au cours d'un débat de la Fête de *L'Humanité* à un dirigeant du Parti de gauche, qui avait dénoncé le fait que Hollande et Valls menaient une politique de droite, que ce n'était pas seulement eux qui étaient en cause, et il avait précisé : « *Hollande, Valls, ET Cambadélis !* » Et d'ajouter que le PS avait achevé sa mue en simple parti démocrate à l'américaine. Nous sommes bien d'accord. Ressemblerait à en tirer les conséquences. Ce parti démocrate n'a pas sa place dans la construction d'une alternative,

pour la bonne raison qu'il est l'un des partis du capital. Voilà le grand mot lâché. Le capital. Car si alternative il y a, c'est dans le dépassement du capitalisme. Il y a quelque chose de vrai dans l'affirmation toute thatchérienne répétée par toute la droite, en ce inclus le Parti socialiste, selon laquelle "il n'y a pas d'alternative" aux politiques d'austérité. Mais il faut terminer la phrase : il n'y a pas d'alternative dans le cadre du capitalisme - cadre dans lequel le Parti socialiste est enfermé.

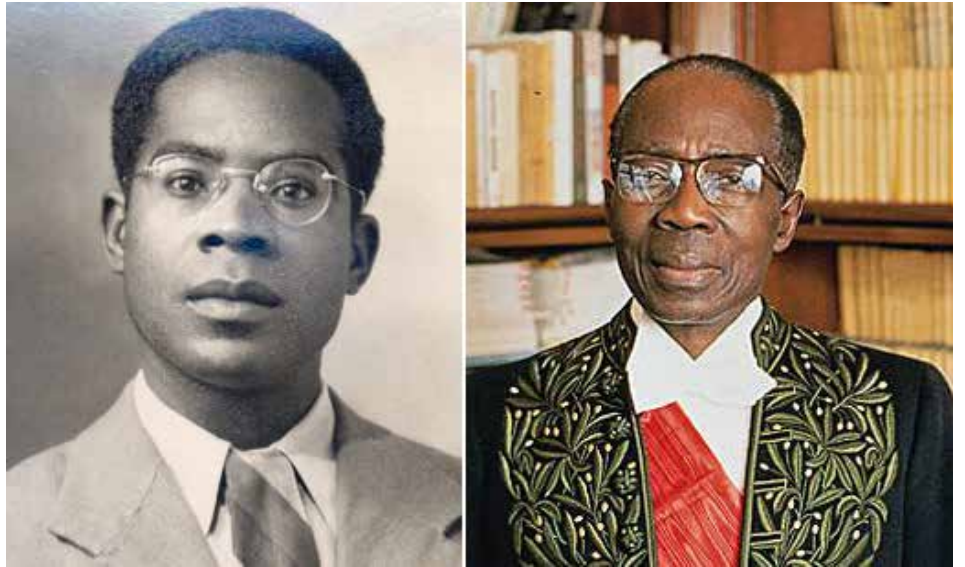
Si cela pose la question des alliances, cela pose surtout celle des pratiques politiques. Le dépassement du capitalisme peut nécessiter la définition et la mise en place d'institutions favorisant l'irruption de la puissance du peuple, mais il ne consiste pas en cela. C'est dans les mobilisations, même celles par lesquelles on se borne à dire "non", les mobilisations de résistance, mais aussi, et sans doute surtout, dans celles par lesquelles on affirme des logiques nouvelles, que se construit l'anticapitalisme. Toutes les expériences allant dans cette direction sont bonnes, et le rôle spécifique de "la politique" est de leur donner sens et cohérence.

La question des alliances est dès lors limpide. "L'union de la gauche" ne peut exister que si "la gauche" combat le capitalisme. En somme, il n'y aurait de sens à prôner "l'union de la gauche" que si l'on se rendait à cette évidence : "la gauche", si elle existe, est quelque chose dont le Parti socialiste ne fait pas partie.



● Laurent Lévy

Du chaos du monde au Peuple-monde



Aimé Césaire, jeune député, Léopold Sédar Senghor.

Contrairement à une idée reçue, la poésie est une activité intellectuelle qui unit pensée logique et pensée analogique. Elle exprime non seulement les états d'âme personnels des poètes, mais elle peut contribuer à former notre état d'âme collectif, notre culture. Elle porte en elle les enjeux de notre identité.

L'histoire de la poésie des Caraïbes en est l'illustration claire.

Dans un mouvement comparable à celui qui animait des poètes comme l'Américain Langston Hughes, le Cubain Nicolas Guillen, ou des poètes haïtiens tel Jacques Roumain, la poésie française du XX^e siècle a été marquée par le mouvement dit de la Négritude, dû en particulier au Martiniquais Aimé Césaire, au Guyanais Léon Gontran Damas et au Sénégalais Léopold Sédar Senghor. Il s'agissait pour eux d'affirmer, face à des siècles d'infériorisation culturelle des Noirs consécutive à l'esclavage, au colonialisme et au racisme, que, si je peux me permettre cet anglicisme, « *black is beautiful* ».

Cette revendication poétique de dignité a constitué un moment historique important dans le processus de désaliénation, pour en finir avec le déni, voire le mépris de soi-même dont souffre tout colonisé.

Il n'est pas inutile de noter d'emblée que malgré la diversité des positions des initiateurs de ce mouvement, (voire leurs contradictions), pour tous, la négritude allait dès le départ de pair avec une affirmation universelle d'humanité. Mais un universel qui ne nierait pas les différences. « *Ma conception de l'universel est un universel riche de tous les particuliers* », écrit Césaire. Quant à Senghor, dont on connaît la formule discutée, « *l'émotion est nègre, comme la raison est hellène* », il rêvait d'unir dans une nouvelle synthèse les valeurs de l'Afrique et celle de la culture française... Je me souviens de la visite que je lui avais rendue dans son appartement parisien où, avant tout autre propos, il m'avait montré la Bible en grec, posée sur un lutrin, en me précisant qu'il la lisait tous les matins...

On peut considérer que les poètes de cette première vague (mais il faudrait faire exception pour Damas, qui fut l'un des plus radicaux) étaient en quelque sorte de "bons élèves de la France". Ils ne s'en cachaient d'ailleurs pas. « *J'ai essayé, disait Senghor, de prendre les armes des mains des colonisateurs pour la défense et l'illustration de la négritude.* »

Sans doute ce mouvement a-t-il eu ses limites. La principale est probablement qu'ayant fait de l'émancipation une affaire essentiellement culturelle, ses promoteurs, qui se sont pourtant beaucoup engagés en politique, n'ont pas vraiment atteint leur objectif. Frantz Fanon, praticien de la psychiatrie et militant anticolonial solidaire de la révolution algérienne, l'avait perçu. Pour lui, il ne pouvait y avoir de libération sans désaliénation et la désaliénation appelait la libération nationale et sociale.

Ni, en effet, la départementalisation soutenue par Césaire, ni le socialisme africain de troisième voie, prôné par Senghor n'ont mis fin aux rapports ●●●



Frantz Fanon, Raphaël Confiant, Edouard Glissant.

●●● néocoloniaux. Il manque à ce processus son socle économique, social et politique.

Mais, curieusement, c'est plutôt la dimension culturelle de la négritude qui a fait l'objet de critiques ; par exemple de la part de Raphaël Confiant qui reproche à Césaire d'avoir méconnu le créole et la question de la créolisation.

De même, Edouard Glissant a cherché à développer une pensée de l'antillanité, une pensée en archipel qui ferait la part belle au métissage, à la rencontre, à ce qu'il appelle une « *poétique de la relation* ». Intellectuel enclin à la conceptualisation, Glissant a lancé plusieurs formules qui, si elles ne constituent pas à proprement parler des concepts, ont une portée inspiratrice. Comme le « chaos-monde », pour décrire l'état dans lequel nous vivons. Ou plus encore : le « Tout-monde ».

« *J'appelle Tout-monde, écrit-il dans son *Traité, notre univers tel qu'il change et perdure en échangeant et en même temps la "vision" que nous en avons. La totalité-monde dans sa diversité physique et dans les représentations qu'elle nous inspire ; que nous ne saurions plus chanter, dire ni travailler à souffrance à partir de notre seul lieu, sans plonger à l'imaginaire de cette totalité.* »*

Sans doute, cette notion relève-t-elle du sentiment de la « mondialisation du monde », qui est aussi une mondialisation des représentations, des imaginaires et de la poésie.

Bien au-delà des Caraïbes, cette pensée poétique nous concerne.

Oui, le monde nous arrive comme un chaos. Et c'est de tout temps l'un des rôles essentiels des poètes, ces « *législateurs non reconnus du monde* », selon la formule de Shelley, que d'essayer de remettre, au moins par leurs mots et leurs images, de l'ordre dans ce chaos.

Le chaos du monde actuel, toujours dominé par les rapports de domination et d'exploitation, ne pourra être surmonté par la seule invocation de l'universalisme abstrait (fût-il républicain et de gauche) ni par l'enfermement des uns et des autres dans leurs « culturalismes », leurs particularismes. L'universel concret ne peut se construire qu'en prenant acte des diversités et en les portant plus loin, à la rencontre de toute l'humanité, vers ce que le poète d'*Ethiopiennes* nommait une civilisation « *pan-humaine* ».

Comme l'écrit l'Haïtien René Depestre : « *Quand on est poète / On a des pieds / A donner sans repos / Aux bonnes nouvelles de la tendresse.* »

(Ce qui rejoint la belle formule des sandinistes pour qui l'internationalisme était la « *tendresse des peuples* »...)

C'est pourquoi je défends l'idée que doit s'affirmer une notion nouvelle : celle de « peuple-monde ». Si nous voulons redonner à l'idée du peuple son contenu progressiste et révolutionnaire, hérité des Lumières et de la Révolution (et combattre efficacement la caricature raciste et réactionnaire que le peuple risque souvent de donner de lui-même), il faut prendre acte du fait que tout peuple aujourd'hui excède la nation. Tout peuple est multinational, en

ce qu'il est composite, héritier d'histoires, de cultures, de langues, de mœurs différentes. C'est le résultat de notre histoire coloniale et le produit de la mondialisation capitaliste. Nous devons donc accepter sans réserve que le peuple a un nouveau visage. Ou plutôt, une multiplicité de nouveaux visages.

Mais prendre acte ne suffit pas. Au mieux, cela pourrait conduire à la coexistence plus ou moins pacifiée des communautés. Pour que le peuple redevenue sujet historique, acteur conscient de sa propre histoire, il doit retrouver les voies d'un projet commun, d'un projet de « bonheur commun ».

Et ce projet, même s'il se joue d'abord à l'échelle nationale, ne peut ignorer le reste du monde. Il devrait même à mon sens consister à prendre conscience du fait que nous n'avons pas à subir la mondialisation, mais que nous pouvons et devons imposer celle des peuples, pour prendre collectivement en charge les destinées mêmes de la planète. Un peuple porteur de ce projet deviendrait vraiment un « peuple-monde »...

Le peuple-monde, c'est non seulement un peuple qui vient des quatre coins du monde ; c'est aussi et surtout une nation qui deviendrait internationaliste, un peuple qui ferait monde et lutterait pour changer ce monde qui est le nôtre.

● Francis Combes



Trouvé dans les toilettes d'une amie-camarade, ce petit "papillon", pub d'une autre époque que je n'ai pu m'empêcher de photographier pour l'envoyer à Cerises...

Un grain de... avec résultat demain matin. De qui s'moque-t'on ?

À bientôt. Luc Quinton



● **Chacun pour soi.** Le Parti de gauche lance d'autorité son mouvement pour la VI^e République, le PCF annonce des initiatives "pur sucre"... Ainsi va (mal) le Front de gauche, dont on ne sait plus si les composantes initiatrices entendent tenter de le relancer ou l'enterrer en douceur. Dans le contexte de l'effondrement de la gauche institutionnelle, sur fond de trahison idéologique, alors que l'extrême-droite prépare de nouvelles percées et que la droite s'appête à récupérer l'essentiel des pouvoirs locaux, rien ne semble suffisamment persuasif pour décider les uns et les autres à mettre de côté leurs intérêts de pré carré et la logique mortifère de la division. Si encore les uns ou les autres pouvaient prétendre avoir ébauché un projet en prise avec la société, une stratégie aboutie et des pratiques séduisantes pour les citoyens...



● **Colère.** Piégés par l'actualité - nouveau crime monstrueux, en Algérie - ou victimes de la "discipline de groupe", comme il y a eu la "discipline de parti" ? Comment les élus du Front de gauche ont-ils pu se joindre aux manipulations gouvernementales et voter la loi

"antiterroriste", de fait liberticide - et inefficace qui plus est par rapport aux objectifs affichés. Le PCF avait dénoncé un *french patriot act*... mais les communistes du FdG votent la loi. Et les autres présents aussi. Quelle est la priorité d' "élus du

peuple" : voter dans l'intérêt de celles et ceux qui les ont élus, non ? Le "peuple" tant mis en avant dans les slogans, est bafoué. François Asensi, FdG, absent de l'hémicycle, le regrette, dénonçant après coup « *une justice d'exception permanente* » (voir <http://www.regards.fr/>).

● **Bruits de bottes et de fric.** « *Si tu veux la paix, prépare la guerre* » ? Pour le ministre de la "Défense", il s'agit que « *les sources de conflits (soient) prévenues à temps.* » À Bordeaux (Université de la Défense), il aura tu que les interventions occidentales à répétition, dont celles de la France, dans les pays « *vulnérables* » ne leur ont pas permis de sortir des marasmes internes et des guerres. Il dénonce ces « *puissances susceptibles de s'affranchir du droit international* », et fait silence sur le fait que la France s'affranchit des décisions préalables de l'ONU ou lui force la main. C'est qu'en fait, ces « *régions (sont) désormais clés pour l'économie mondiale* », lire les multinationales et les États vendeurs d'armes, car « *En un an, les exportations d'armement ont réalisé un bond de près de 43 % (...). Ces résultats, qui sont exceptionnels au regard de ces dernières années, mais surtout prometteurs, permettent à la France de figurer parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux de matériels de défense, aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Russie et d'Israël.* » Et de saluer « *la régularité de l'investissement, qui alimente l'innovation. Tout cela contribue au succès de nos exportations.* » Tout est dit. (Extraits de : <http://www.defense.gouv.fr/ministre>)

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :

<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

